

## *Les bibliothèques, des espaces en mutation*

**D**ANS LE DÉVELOPPEMENT de ses activités numériques, l'édition en sciences humaines et sociales est confrontée à deux problématiques particulières, liées à la fois aux pratiques de production du savoir dans ces disciplines et à la diversité des publics touchés. Tout d'abord, ce secteur est caractérisé, d'un point de vue éditorial, par la prédominance de la monographie dans la diffusion des résultats de la recherche, que ce soit sous la forme d'études réalisées par un auteur, de chapitres d'ouvrage, de publications d'actes de conférence ou de colloque... À l'inverse de ce qui a cours dans le secteur des STM, une part non négligeable de la production et de l'utilisation de ressources éditoriales en SHS échappe au format de l'article et de la revue académique. Cette particularité pose des questions spécifiques pour la transformation numérique de ces publications, qui sont liées à la fois à la matérialité des ouvrages imprimés ou numériques et aux modalités de lecture (ou au «contrat de lecture», au sens de «la relation entre un support et son lectorat»<sup>1</sup>) que la monographie induit. Ce distinguo amène à considérer précisément le champ des SHS dans l'évolution de

---

1. Béliisle (dir.), 2004.

l'activité des bibliothèques académiques et le développement d'offres sur des supports numériques.

Ensuite, les SHS se distinguent des STM par leurs publics et donc par le modèle économique qui en découle. Les secondes sont en effet passées depuis plusieurs décennies à un modèle fondé sur la licence d'accès à des ensembles de ressources, les bouquets. Ces licences donnent accès à un grand nombre de titres de périodiques ou d'ouvrages rassemblés par thématiques et dont la composition est définie par l'éditeur ou l'agrégateur. Ce modèle est exclusivement adapté à un marché composé de bibliothèques académiques ou d'institutions qui en constituent l'unique bassin. *A contrario*, l'édition en SHS continue de composer avec un double modèle économique qui combine des ventes à l'unité pour le grand public et des licences d'accès pour les bibliothèques. Cette complexité s'accroît avec les bibliothèques de lecture publique qui privilégient une gestion titre par titre de leurs collections et dans lesquelles on retrouvera une partie de l'offre éditoriale des sciences humaines et sociales.

## La disparition de la bibliothèque classique

Quel que soit le contexte, l'intégration d'une offre éditoriale numérique dans les collections modifie le rapport de la bibliothèque aux pratiques de lecture de ses usagers. Il ne s'agit donc pas d'un « simple » changement de support sur lequel les pratiques de lecture et les méthodologies professionnelles se déploieraient sans évolution. D'une part, la maîtrise de la collection proposée par la bibliothèque se transforme avec la nécessité de prendre en compte à la fois l'absence de pérennité des accès et l'évolution du contenu des licences ou des ressources extérieures intégrées dans les collections (moissonnage, par exemple). La collection classique qui constituait un ensemble défini, contrôlé par la bibliothèque et qui présentait une relative stabilité disparaît dans des collections hybrides ou numériques. D'autre part, la lecture numérique suppose la prise en compte globale de l'environnement de lecture numérique de l'utilisateur

(dispositif, localisation, gestion des *digital rights management*, en français gestion des droits numériques, etc.). Cette attention induit un rapport nouveau des bibliothèques avec leurs fournisseurs (négociation des modalités d'accès) et avec leurs usagers (connaissance et maîtrise de l'expérience utilisateur). Des lors, comment les bibliothèques académiques peuvent-elles redéployer leur périmètre d'activités et redéfinir leur rôle d'interface entre les productions éditoriales en SHS et leurs publics, étudiants, enseignants et chercheurs ?

Dans le domaine des sciences humaines et sociales, le rapport à l'imprimé des bibliothèques académiques est très complexe. Celui-ci s'inscrit en effet dans une double tension : tout d'abord, la monographie imprimée et sa matérialité constituent, d'une part, un aspect incontournable de la réflexion sur les espaces physiques ou architecturaux des bibliothèques et, d'autre part, le support principal de lecture et d'étude. Cette première tension affleure aujourd'hui dans l'ensemble des projets de construction ou de réaménagement de bibliothèques académiques. Celles-ci doivent concilier à la fois l'hybridité de leurs collections (imprimées et numériques) et le fait que les contraintes de stockage et de présentation de la collection imprimée ne peuvent plus constituer la seule pierre angulaire du projet, une évolution qui se manifeste par une très grande diversité sémantique : Learning Center, Learning Hub, Grand équipement documentaire, Learning Center Innovation... La seconde tension concerne plus directement la capacité de la bibliothèque à inscrire son offre dans les pratiques documentaires des publics. Si la numérisation rapide des articles académiques a été accompagnée d'une évolution des usages de recherche documentaire et de lecture, les monographies numériques se heurtent encore largement à des difficultés de manipulation et de lecture sur support numérique. Cette situation renvoie directement aux limites perçues sur le marché du livre numérique en général et à des attentes d'étudiants parfois contradictoires.

## Une baisse marquée des emprunts d'ouvrages imprimés

Le rapport complexe que les publics des bibliothèques académiques, en particulier étudiants, premiers usagers des espaces physiques, entretiennent avec l'imprimé se manifeste à travers plusieurs exemples. Le premier cas est celui de la Bass Library, l'une des bibliothèques de l'université Yale, qui a décidé, dans le cadre d'un projet de rénovation, de déplacer les trois quarts de ses ouvrages imprimés pour les stocker en magasin et aménager ainsi plus d'espaces de travail<sup>2</sup>. À la suite de cette annonce, un mouvement de protestation a émergé dans la communauté étudiante qui a fortement critiqué cette décision en évoquant notamment le fait que ces ouvrages constituaient un environnement de travail approprié. Il est par exemple mentionné que « les bibliothécaires ne perçoivent pas le lien essentiel entre les livres et l'enseignement<sup>3</sup> ». Dans le même temps, la bibliothèque a publié une étude sur les pratiques de ses usagers. Celle-ci montre que, en dix ans, les prêts d'ouvrages imprimés ont diminué de presque 50 %, passant de 84 864 prêts en 2008 à 43 232 en 2018, et même de 64 % pour les étudiants de premier cycle universitaire<sup>4</sup>. Plus précisément, 40 % des titres proposés par la bibliothèque avaient été empruntés au cours de l'année 2008 contre seulement 25 % en 2018. Cette situation particulière ne peut évidemment pas être généralisée. D'autres facteurs, comme l'historique de l'évolution des espaces du campus ou les pratiques pédagogiques et de prescription de lecture, doivent être pris en compte.

L'article a donné lieu à plusieurs réactions de bibliothécaires qui ont apporté leurs propres données sur le sujet. Ainsi, l'université de Virginie, qui publie un grand nombre de ses statistiques de prêts, a indiqué que le nombre de prêts réalisés par les étudiants en 2008, au cours d'une année

2. Cohen, 2019.

3. *Ibid.* (notre traduction).

4. Tudesco, 2019.

universitaire, était de 238 000 contre 60 000 en 2018<sup>5</sup>. Cette baisse concerne également le personnel enseignant de l'université puisque son taux d'emprunt a chuté de 46 % sur la même période. Globalement, sur l'ensemble de son réseau de bibliothèques, l'université de Virginie a observé une diminution des prêts de 64 % environ en dix ans. Sur la même période, la bibliothèque de la Northeastern University a vu son volume de prêts annuel décliner de 50 %<sup>6</sup>. Cette réduction tendancielle des emprunts d'ouvrages imprimés peut être rapprochée du volume de livres numériques fournis par l'université de Virginie en 2016, plus de 1 500 000 livres numériques téléchargés (en se fondant sur les statistiques Counter disponibles<sup>7</sup>).

Ces quelques exemples dessinent une baisse tendancielle marquée des emprunts de livres imprimés dans les bibliothèques académiques, avec un glissement vers le livre numérique. Ces données ne distinguent pas les ouvrages selon la discipline, mais si l'on considère notre hypothèse de départ sur la place des monographies en sciences humaines et sociales, c'est bien ce champ disciplinaire qui verrait ses pratiques documentaires largement modifiées. Une autre étude de l'ADBU, parue en 2016, indiquait une chute du nombre de prêts de documents sur supports imprimés, de 12,6 % entre 2013 et 2016 à 6,5 documents empruntés en moyenne par étudiant en 2016<sup>8</sup>. Sur la même période, la même étude indique une augmentation de 194 % de la consultation de livres numériques, pour aboutir à 17,5 livres numériques consultés par an et par étudiant. Bien que cet indicateur statistique soit à considérer avec précaution (variabilité des objets pris en compte, ouvrages, chapitres et évolution de l'offre éditoriale), il reflète une évolution nette et largement partagée au niveau européen.

5. Cohen, 2019.

6. *Ibid.*

7. Stalmaker, 2018.

8. Anjeaux, 2016.

## L'évolution des dépenses

L'évolution des pratiques documentaires dans les bibliothèques académiques s'accompagne évidemment d'une modification des dépenses. Un rapport de l'ADBU pointait en 2015 la forte baisse des budgets consacrés aux acquisitions de monographies imprimées<sup>9</sup>. Entre 2010 et 2015, le budget alloué à ce type d'achat en bibliothèque universitaire a diminué de 27,5 % (une réduction de 7 millions d'euros environ). Un rapport de l'IGB (Inspection générale des bibliothèques) rédigé en 2017 par Carole Letrouit confirme cette tendance et donne, pour 2007 et pour toutes les disciplines confondues, des acquisitions de monographies imprimées absorbant 40 % des dépenses documentaires contre 35 % en 2015<sup>10</sup>. Dans le même temps, la part de la documentation électronique croît pour passer de 22 % en 2007 à 42,21 % en 2015.

Ce glissement des offres documentaires vers des formes numériques accompagne une évolution des usages complexe à appréhender. Ainsi, dès 2014, un article de Delphine Tirole et Alexandre Coutant dressait un panorama plus nuancé des pratiques des enseignants-chercheurs, au-delà du « simple » changement de support, et notamment de la place du papier dans les activités de recherche<sup>11</sup>. Ils précisent : « Les sujets ont conscience que le numérique pourrait leur apporter plus d'efficacité dans la réalisation de leur tâche. Néanmoins, ils restent sur leurs acquis et leur appropriation du papier, qu'ils tentent de reproduire sur le support numérique<sup>12</sup>. » Cette évolution des pratiques touche également les pratiques étudiantes, avec la même nuance. Ainsi, si les emprunts ou les achats de monographies imprimées diminuent, le support papier reste une modalité largement appréciée<sup>13</sup>.

9. ADBU, 2015.

10. Letrouit, 2017.

11. Tirole et Coutant, 2014.

12. *Ibid.*, p. 50.

13. Mizrahi *et al.*, 2018.

## Quelques éléments de réflexion

À partir de ce constat de glissement tendanciel vers le numérique pour la documentation en sciences humaines et sociales en bibliothèque universitaire, trois problématiques émergent dans les pratiques documentaires numériques de ce champ disciplinaire. La première porte sur une remise en contexte des collections proposées par les bibliothèques dans l'environnement documentaire global des publics académiques. Il conviendrait d'identifier plus précisément les parcours documentaires des étudiants, des enseignants et des chercheurs, notamment la place relative que la bibliothèque académique occupe dans ces cheminements. Il est en effet nécessaire, pour appréhender les pratiques de lecture numérique en SHS, de mesurer précisément la façon dont les ressources proposées par la bibliothèque se retrouvent sur le « chemin d'exploration » de l'utilisateur : *via* une recherche sur le site de la bibliothèque, des recommandations de pairs ou un moteur de recherche en ligne ? Avec quel outil de recherche et selon quelles modalités d'interrogation arrive-t-on à ce résultat ? Quelles sont les conditions de lecture proposées en lien avec les ouvrages (*streaming* copiable vers une liseuse, etc.) ? Ces différentes modalités induisent des formes très différentes d'accès, de consultation et donc de lecture des ressources documentaires numériques.

Quelques données permettent d'éclairer cette problématique en évaluant notamment la place qu'occupe Google Scholar (service ouvert par Google en 2004 et permettant la recherche de publications scientifiques) dans les pratiques documentaires de chercheurs. Une étude parue en 2018 dans le *Journal of Informetrics* montrait que 55 % des documents présents dans le Web of Science entre 2009 et 2014 sont accessibles librement d'une façon ou d'une autre dans Google Scholar<sup>14</sup>. De même, une publication récente du CCSD (Centre pour la communication scientifique directe) en mars 2019 indiquait que Google Scholar représentait 11 % des requêtes qui arrivaient sur HAL-SHS, devant

14. Martín-Martín *et al.*, 2018.

Isidore à 0,8 %<sup>15</sup>. Enfin, une étude parue en janvier 2019 dans *Scientometrics* montrait que Google Scholar était la base documentaire la plus complète à ce jour avec 389 millions de références<sup>16</sup>. La place centrale qu'elle prend dans l'écosystème de la publication académique pose clairement la question du rôle de la bibliothèque comme interface entre le chercheur et les collections. Ce questionnement est encore renforcé par la croissance forte des ressources en *open access* qui alimentent l'index de Google Scholar et accentuent son attractivité.

La deuxième problématique est celle du format éditorial des publications en sciences humaines et sociales. Les moteurs de recherche comme Google Scholar et assimilés donnent accès directement à l'article ou à la page de l'ouvrage correspondant à la recherche. Ce morcellement est renforcé par la possibilité offerte à chaque chercheur de placer son chapitre ou sa contribution à un ouvrage collectif dans le dépôt institutionnel de son propre établissement. Dès lors, la monographie comme ensemble homogène a-t-elle encore un sens ? Comment donner à voir la logique d'une collection ou d'une série dans ce contexte ? En effet, la matérialité de l'imprimé oblige l'utilisateur à passer par des strates successives (la bibliothèque dans son ensemble, puis le catalogue ou les rayonnages, et enfin l'ouvrage pris parmi d'autres parutions connexes, pour atteindre le chapitre ou la page précise) dont il peut appréhender à chaque fois la logique interne, à savoir la ou les disciplines couvertes par la bibliothèque, la catégorie ou la thématique des ouvrages, de même que leur collection éventuellement visible sur la couverture ou les autres chapitres. En donnant accès de façon directe à un élément précis, les moteurs de recherche contournent l'ensemble de ces strates et placent de fait tous les éléments sur un seul et même niveau.

La troisième problématique posée par ce glissement vers une documentation numérique en sciences humaines et sociales est d'ordre systémique. En effet, le développement

15. Magron, 2019.

16. Gusenbauer, 2019.

du BPC (*book processing charge*) interroge le rôle de l'éditeur de monographies et par conséquent celui des bibliothèques académiques. Ce modèle économique est étroitement corrélié à la politique de diffusion en *open access* soutenue par les pouvoirs publics. Il est déjà très largement en place dans le domaine de l'édition de revues académiques à travers l'APC (*article processing charge*). Le principe en est le suivant: une publication qui présente les résultats d'un programme de recherche financé par des fonds publics peut prétendre à un soutien par l'institution publique qui aide le projet (c'est le cas par exemple de la politique d'encouragement du Fonds national suisse de la recherche scientifique<sup>17</sup>). Ainsi, pour que l'ouvrage soit disponible en libre accès, l'éditeur percevra un financement forfaitaire en amont de la publication, qui couvrira les frais relatifs au travail réalisé sur le titre et en échange duquel la version numérique de l'ouvrage sera librement accessible.

Ce modèle de financement n'est pas sans conséquence sur la place et le rôle des maisons d'édition, acteurs centraux de l'écosystème des monographies, sur l'évolution de l'offre éditoriale et sur les processus de validation et de certification<sup>18</sup>. Il peut en effet induire un glissement de la fonction éditoriale traditionnellement tenue par les éditeurs en sciences humaines et sociales vers les acteurs situés en aval du circuit de diffusion. Pour les bibliothèques en SHS, le risque principal est de se retrouver confrontées à une offre éditoriale qui n'aura pas été construite sur la base d'une sélection intellectuelle et d'un potentiel de vente, mais sur des opportunités de financement apportées par le ou les auteurs. De ce fait, la bibliothèque se retrouverait à sélectionner des titres parmi une offre dont la qualité ne serait plus forcément le seul critère de construction.

Pour conclure, l'évolution des pratiques de lecture est un véritable enjeu pour les éditeurs en SHS comme pour les bibliothèques, notamment académiques. En glissant vers une offre et des usages numériques, c'est leur rôle d'interface

17. Voir [oal00.snf.ch/fr/encouragement/livres](http://oal00.snf.ch/fr/encouragement/livres) (consulté en juin 2020).

18. Épron et Vitali-Rosati, 2018.

entre leurs publics et leurs collections qui est interrogé. Tout d'abord, la place de la bibliothèque comme espace physique d'accès aux collections est remise en cause avec l'invisibilité de l'offre numérique pour les usagers fréquentant la bibliothèque. Cette invisibilité rompt l'unicité de la collection et ne permet pas de percevoir la complémentarité et la cohérence des supports numériques et imprimés offerts par l'institution. Ensuite, la place incontournable des outils comme Google Scholar dans les pratiques documentaires des chercheurs met la bibliothèque en concurrence à la fois dans l'efficacité de ses interfaces et de ses outils de recherche mais aussi dans la complétude et la couverture de ses collections. Pour faire face à cette situation, les bibliothèques ont au moins deux avantages concurrentiels décisifs à proposer. Le premier réside dans leur maîtrise des logiques de classification et d'organisation des connaissances, ainsi que dans celle des métadonnées pour construire une forme d'architecture de l'information adaptée aux besoins de la recherche. Le second point fort est le potentiel des espaces de la bibliothèque comme lieux d'exploration hybride des collections imprimées et numériques, notamment en sciences humaines et sociales.